

[print](#)

Changement de gouvernement en Italie

De [Marianne Arens](#)

Global Research, février 17, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/changement-de-gouvernement-en-italie/5369213>

Jeudi soir, Enrico Letta a annoncé sa démission en tant que premier ministre italien. Son propre Parti démocrate (PD) avait réussi à faire adopter une motion de censure contre son propre premier ministre.

Matteo Renzi qui a élu secrétaire du parti en décembre et qui se qualifie lui-même de « Rottamatore » (qui met à la casse, ici, l'ancienne politique et la classe politique qui la soutient), a organisé une sorte de révolution de palais pour renverser Letta. Renzi a convoqué la direction du parti pour présenter, dans un discours de 20 minutes, un programme d'urgence qu'il a baptisé « Impegno Italia » (engagement pour l'Italie) devant être appliqué par un nouveau gouvernement qui resterait en place jusqu'en 2018 sans qu'il y ait d'élections.

Letta n'est pas venu à la réunion et plusieurs de ses partisans ont quitté la salle, après quoi le texte a été adopté à une majorité de 136 voix pour et 16 contre. C'est ainsi que le parti a voté une motion de censure contre son propre premier ministre. Letta a annoncé sa démission et dit qu'il la remettrait vendredi au président Giorgio Napolitano.

Dans son discours à l'adresse de la direction du parti, Renzi a déclaré qu'un nouveau gouvernement « pour un changement radical et profond » ne pouvait pas attendre la tenue de nouvelles élections. Il a déclaré que l'Italie ne pouvait se permettre de rester six mois de plus « engluée dans le marais » en attendant qu'une nouvelle loi électorale soit adoptée. Le pays devait devenir un « endroit de simplicité et de courage. » Pour cela, le PD devait être prêt à prendre un risque.

Renzi souhaite prendre lui-même la tête du gouvernement. Selon des articles parus dans le quotidien *L'Unità*, il possède déjà la liste complète de la nouvelle équipe gouvernementale. Il a l'intention de poursuivre la coalition actuelle avec les partis de droite Scelta Civica (Choix citoyen) et Nuovo Centro Destra (Nouveau Centre droit). Le dirigeant de ce dernier, l'ancien vice-premier ministre, Angelino Alfano, n'a pas encore signalé son soutien.

Matteo Renzi a annoncé des changements constitutionnels immédiats, dont une nouvelle loi électorale et l'abolition du Sénat (la chambre haute du parlement). Il avait déjà affirmé que l'abolition du système bicaméral et des administrations provinciales pourrait dégager des économies s'élevant à 1,5 milliards d'euros dans les dépenses publiques de l'Etat.

Avant son coup, Renzi avait été assuré de pouvoir compter sur le soutien du patronat italien. Mercredi, il devait se réunir pour une longue discussion avec Giorgio Napolitano, le président de Confindustria, fédération patronale italienne, et qui avait ouvertement loué les projets de réforme du marché du travail de Renzi.

Là où les gouvernements précédents avaient mis l'accent sur des mesures d'austérité pour réduire l'importante dette publique, en enfonçant l'économie de plus en plus profondément dans la récession, Renzi souhaite s'attaquer au problème en commençant par le droit au travail et les prestations sociales qui ont jusqu'ici offert peu de protection aux travailleurs italiens. Dans ce domaine, ses

modèles sont Tony Blair, premier ministre travailliste de Grande-Bretagne (1997-2007) et Gerhard Schröder, chancelier social-démocrate allemand (1998-2005), qui a éliminé les droits du travail qui existaient depuis des décennies, créant ainsi un vaste secteur à bas salaires.

La proposition de Renzi pour un nouveau code du travail, son soi-disant « Jobs Act » (projet pour l'emploi) fournira à tous les égards une aide aux patrons et rendra le marché du travail plus « flexible » grâce à un contrat unique d'insertion. Selon ce projet, les employés et les ouvriers ne bénéficieront de l'intégralité de leur paye, des droits du travail et de la protection contre le licenciement qu'au bout d'une période d'essai de trois ans. Ces mesures auront pour conséquence que les agences d'intérim et de sous-traitance se propageront encore plus rapidement à travers l'Italie et que les salaires et les rémunérations des travailleurs italiens baisseront drastiquement.

Le Cassa Integrazione, régime de chômage partiel financé par le gouvernement et qui fournit des allocations dérisoires aux travailleurs licenciés, doit être supprimé et remplacé par une allocation de chômage uniforme. Les travailleurs engagés dans des entreprises comme Fiat pourront alors être congédiés plus facilement et être obligés d'accepter des emplois à bas salaires du fait d'une indemnisation chômage très faible. Malgré l'énorme déficit public, Renzi veut réduire de 10 pour cent supplémentaires l'impôt sur les sociétés.

Si le coup de Renzi réussit, il sera le quatrième premier ministre en quatre ans. Enrico Letta n'est resté au pouvoir que dix mois. Le journal d'affaires suisse, le *NZZ*, le dépeint actuellement comme étant le « steward de l'immobilisme », un « bouche-trou » et le « dernier recours. »

Le parti de Silvio Berlusconi, Forza Italia, qui ne fait pas partie du gouvernement, a demandé un débat public au parlement au sujet du changement de gouvernement. Mais Berlusconi, avait déjà eu, en janvier dernier au siège du PD, une conversation avec Renzi qui avait duré plusieurs heures. Auparavant, il avait proposé une coalition « extra grande » où siègerait Beppe Grillo du Mouvement 5 étoiles, outre lui-même et Renzi.

L'attitude adoptée par d'influents syndicalistes a encouragé Renzi à entreprendre son coup interne. Susanna Camusso, secrétaire générale de la CGIL (Confédération générale italienne du travail), avait qualifié son approche de « correcte » parce que les jeunes travailleurs trouveraient donc plus facilement du travail. Même de soi-disant gauchistes comme Maurizio Landini du syndicat des métallurgistes FIOM (Fédération internationale des organisations métallurgistes) et Nichi Vendola du SEL (Sinistra Ecologia Libertà, Gauche, écologie et liberté), ont couvert Renzi d'éloges.

Ce tout dernier changement de gouvernement montre une fois de plus que le PD, qui est issu du Parti communiste italien, est aujourd'hui un organe exécutif direct de la bourgeoisie italienne et européenne ainsi que du monde bancaire. L'aile chrétienne-démocrate plus petite, qui inclut à la fois Matteo Renzi et Enrico Letta, a pris le contrôle et est soutenu par d'anciens fonctionnaires du Parti communiste, tels Massimo D'Alema, Pierluigi Bersani et Guglielmo Epifani.

Le contexte de ce développement est la crise économique italienne. Au cours de cette dernière décennie, la dette publique a augmenté de plus de 500 milliards d'euros et dépassait l'an dernier 2 mille milliards d'euros. Suite à plusieurs programmes d'austérité drastiques mis en vigueur par les gouvernements de Berlusconi, Monti et Letta, le produit intérieur brut diminue de façon continue. On a pu voir il y a quelques jours un symbole de ce déclin économique avec le départ d'Italie de la maison mère de Fiat.

Marianne Arens

Article original, [WSWS](#), paru le 15 février 2014

Copyright © 2014 Global Research